

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GOSS INTERNATIONAL MONTATAIRE

Square H. Marinoni
BP 70149
60160 MONTATAIRE

Références : IC-R/0514/22-BV/SA
Code AIOT : 0005101362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement GOSS INTERNATIONAL MONTATAIRE implanté Square H. Marinoni BP 70419 60160 MONTATAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie d'un stockage de bois dans la nuit du 05 au 06 novembre 2022 sur la commune de Montataire, l'inspection a réalisé une visite sur le site de l'ex établissement GOSS INTERNATIONAL FRANCE en cours de réhabilitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOSS INTERNATIONAL MONTATAIRE
- Square H. Marinoni BP 70419 60160 MONTATAIRE
- Code AIOT : 0005101362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EURODEM effectue la démolition des bâtiments de l'ancien site GOSS INTERNATIONAL FRANCE pour le compte de l'agglomération Creil Sud Oise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite sur l'ancien site GOSS suite à l'incendie du 06 novembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Avant de procéder aux opérations de désamiantage et de démontage, de nombreux déchets (bois, DIB, pneus) ont été regroupés pour être évacuer. Ces déchets ont été entreposés durant l'occupation du site par les gens du voyage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incendie du 06 novembre 2022	Autre du 06/11/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accès au site était entravé par le portail fermé, retardant l'intervention du SDIS. Le feu a rapidement embrasé l'intégralité du stockage. Ce stockage concernait uniquement des déchets de bois limitant le rejet de polluants toxiques dans les fumées. Le panache important de fumées blanches résulte de la part humide du stockage.

Les eaux d'extinction se sont répandues et infiltrées sur la surface de parking sur laquelle le stockage provisoire était disposé.

L'inspection recommande à la société EURODEM de réduire le volume de stockage des déchets de démolition sur ses chantiers et plutôt réaliser plusieurs îlots limitant la propagation des sinistres et facilitant l'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie du 06 novembre 2022

Référence réglementaire : Autre du 06/11/2022
Thème(s) : Autre, Déchets sur un site ayant fait l'objet d'une cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle de l'origine du sinistre ayant mobilisé le SDIS dans la nuit du 05 au 06 novembre 2022.
<p>Constats : Dans la nuit du 05 au 06 novembre 2022, le SDIS est intervenu sur un feu localisé dans l'emprise de l'ancien site GOSS, avenue Ambroise CROIZAT à Montataire.</p> <p>Les secours se sont retrouvés en face d'un stockage de bois issu de travaux de démolition. Le bois stocké sur une surface d'environ 2400 m² a formé un brasier important dégageant une impressionnante fumée blanche constituée d'émissions de particules, de dioxyde de carbone et de vapeurs d'eau. Les émissions de particules ont été limitées par les moyens d'extinction mis en oeuvre par les sapeurs pompiers. Les eaux d'extinction se sont répandues et infiltrées sur la surface de parking sur laquelle le stockage provisoire était disposé.</p> <p>Le site GOSS fait l'objet d'un projet de restructuration sous la maîtrise d'ouvrage de l'agglomération Creil Sud Oise. La démolition des bâtiments a été confiée à la société EURODEM. L'emprise du site a été occupée durant plusieurs mois par les gens du voyage. Avant de procéder à la démolition, il a fallu évacuer les divers déchets entreposés sur l'emprise du site et dans les bâtiments.</p> <p>C'est dans ce cadre que la société EURODEM a regroupé les déchets par typologie (bois, pneus, DIB) en vue de les recycler ou de les éliminer.</p>



Stockage DIB

Stockage pneus

stockage bois objet de l'incendie

L'arrêté préfectoral du 13 septembre 2022 imposant à l'Agglomération Creil Sud Oise, tiers demandeur, des prescriptions pour la réhabilitation du site de la société GOSS INTERNATIONAL FRANCE fixe les modalités des travaux de réhabilitation. L'article 4.5 prévoit le stockage temporaire des déchets avant élimination.

L'incendie, d'origine intentionnelle a été maîtrisé sur le parking de la partie "siège" de l'usine.

L'inspection recommande à la société EURODEM de réduire le volume de stockage des déchets de démolition sur ses chantiers et plutôt réaliser plusieurs îlots limitant la propagation et les sinistres importants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet